

Le commerce de l'or gagné par l'informel

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3980 - Dimanche 25 septembre 2016 - Prix : 10 DA

Neutralisation d'une bande de malfaiteurs à Alger

Ils ont escroqué 169 malades du diabète

Page 24

Forum international de l'énergie d'Alger

L'Algérie travaille à l'ouverture de perspectives énergétiques

Page 2

Lignes rouges

Par Mohamed Habili

Les hostilités, plus précisément les bombardements, ont repris à Alep, comme si l'accord russo-américain n'avait été qu'une trêve, plusieurs fois violée du reste, décrétée dans le seul but de faire parvenir des vivres et des médicaments aux populations civiles prises au piège dans leurs quartiers respectifs. C'est au cours de cet arrêt des combats que l'armée syrienne a subi à Deir-Ezzour de lourdes pertes par suite d'une série de raids aériens de la coalition dirigée par les Etats-Unis, probablement par des avions américains. Bilan : une centaine d'hommes tués plus un grand nombre de blessés. C'est aussi dans le même contexte qu'un convoi de l'ONU acheminant des secours a été carbonisé par une attaque dont on ne sait avec exactitude si elle fut aérienne ou terrestre, ni même qui en fut responsable. Le cessez-le-feu convenu entre les deux superpuissances et imposé aux belligérants placés sous leur dépendance devait tenir une semaine. Après quoi, une chambre des opérations commune, stipule l'accord - dont il faut peut-être rappeler qu'il n'a jamais été publié, les Américains s'y étant opposés - est mise sur pied, où Américains et Russes s'organisent avant d'exécuter des attaques contre les groupes terroristes, du moins contre ceux qu'ils considèrent tous deux comme tels. L'arrêt des combats a duré pendant une semaine, en dépit des violations qui l'ont émaillé, à la satisfaction de tout le monde, et plus que tous de l'ONU, qui la réclamait avec insistance depuis longtemps ; mais ensuite, plus question pour ses parrains de rien faire ensemble.

Suite en page 3

Participation aux prochaines élections législatives

Pas de position commune chez l'opposition



Une adoption d'une position commune par l'Instance de suivi et de coordination de l'opposition concernant les prochaines législatives est écartée, car des membres de cette instance ont déjà annoncé leur participation. Toutefois une réunion est convoquée pour le début du mois d'octobre. Lire page 3

La formation au service du développement économique

Coup d'envoi aujourd'hui de la rentrée professionnelle

Page 3

Musique

Le musicien Richard Galliano animera un spectacle au Dimajazz

Page 13

Forum international de l'énergie d'Alger

L'Algérie travaille à l'ouverture de perspectives énergétiques

■ Alger est à J-1 de la tenue du Forum international de l'énergie, l'IEF15, un sommet pour faire le point sur les perspectives pétrolières et gazières, le rôle des énergies renouvelables, de la technologie et l'importance de l'accès aux services énergétiques dans le développement humain. La réunion informelle de l'Opep qui se tiendra ce mercredi en marge du forum, doit impérativement aboutir à trouver un accord consensuel pour stabiliser le marché pétrolier.

Par Louiza Ait Ramdane

C'est de loin le plus grand rassemblement ministériel des pays producteurs et consommateurs d'énergie. Il intervient dans un contexte difficile pour les pays producteurs, d'où l'opportunité que représente ce grand rendez-vous afin de drainer les investissements tant attendus ou plutôt souhaités. Cette rencontre, qui regroupera la quasi-totalité des acteurs mondiaux de l'énergie, serait une occasion pour renforcer le dialogue entre producteurs et consommateurs dans un contexte marqué par une baisse drastique des prix du pétrole. L'occasion également de faire le point sur les défis et les incertitudes découlant d'un environnement marqué par la dégringolade des prix de l'énergie, la part croissante des énergies renouvelables dans le mix énergétique. Pour l'Algérie, le forum intervient dans un contexte économique assez tendu, du fait de la baisse des recettes pétrolières. D'autres défis pourront se greffer aux débats, notamment pour ce qui est des potentiels de développement des énergies renouvelables, les besoins en investissements directs ou indirects. Le secteur de l'énergie en Algérie pourrait être amené à opérer des mues difficiles. Le thème central de cette rencontre portera sur la transition énergétique.

Les travaux du forum aborderont essentiellement les tendances récentes qui transforment la scène énergétique mondiale et des discussions seront menées sur les développements des futurs potentiels.

L'IEF15 sera une occasion pour faire le bilan du dialogue énergétique global et de discuter des voies et moyens pour le renforcer. La réunion verra la participation de plus de 600 participants étrangers.

Marché noir à Alger

Le commerce de l'or gagné par l'informel

Après le marché noir de la devise, c'est au tour du métal précieux d'être gagné par l'économie parallèle. En effet, ces derniers temps le marché de l'or informel prend de plus en plus d'ampleur dans les grandes villes du pays, à l'image d'Alger et d'Oran. Il y a quelques années de cela, le citoyen, en vue de vendre quelques bijoux cassés à des revendeurs de marché noir, devait de bouche à oreille s'informer discrètement et de manière exacte concernant les individus auprès desquels il doit s'adresser pour ce faire. Pour cause, cette forme de pratique illicite était restreinte uniquement à une poignée de personnes qui exerçaient cette activité. Généralement ce sont des femmes d'un certain âge, qu'on trouve assises dans des ruelles, petits coffres vitrés à la main, confectionnés à l'artisanale et remplis d'une multitude de bijoux en or qu'elles ne manquent pas d'exposer. De nos jours par contre, le phénomène a non seulement pris des proportions alarmantes au point d'être un métier à part entière pour beaucoup de jeunes, mais aussi s'exerce en toute impunité, au vu et au su de tous. Pour preuve, à Alger par exemple, on ne peut passer par un quartier sans entendre forcément ces chasseurs du cassé, comme on les surnomme parfois, interpeler les passants en leur demandant s'ils ont quelque chose à vendre. «Kach kassi madame». Une formule que ces derniers n'hésitent pas à utiliser même auprès des gens qui passent en famille. Des attitudes nouvelles et techniques d'approche plus osées que l'on ne voyait pas avant et qui sont liées, sans doute, à la prospérité continue du marché. Outre le changement de manière de s'y prendre avec leurs éventuels clients, les revendeurs informels de l'or gagnent de plus en plus Alger-Centre. A ce propos, il est à rappeler qu'il y a quelque temps le marché, bien qu'ancien en tant que phénomène pour ce qui est de la

capitale, ne concernait que les quartiers populaires contrairement à maintenant où on le retrouve même dans des endroits symboliques comme la Grande Poste. C'est souligner l'absence et le laxisme des autorités face à ce commerce qui est pourtant illégal. Par ailleurs, s'agissant du prix du gramme d'or au niveau de ce marché, il peut aller jusqu'à 3 500 DA, en parlant du cassé, à 4 200 DA concernant le neuf. «Les prix dépendent aussi de la qualité et de la nature des bijoux ainsi que de la quantité», nous explique Redouane, un revendeur d'or rencontré au marché noir de Djamaa Lyhoud. Effectivement, les prix des bijoux cassés ou neufs, que se soit pour l'achat ou la vente, varient en fonction du principe de l'offre et de la demande régissant le commerce parallèle et toujours en rapport avec celui des bijouteries officielles. Une chose est sûre : c'est que le marché informel de l'or est dix fois plus attrayant par rapport à celui dit normal, car moins cher pour tout le monde. Du côté des citoyens cédant leurs bijoux, souvent abimés ou cassés, les sommes sont largement plus intéressantes que lorsqu'ils s'adressent à des bijoutiers, et les acheteurs-revendeurs trouvent, eux, carrément leur compte en tirant profit du marché sans taxe. Dans les deux cas, c'est du gagnant-gagnant.

«Actuellement, le prix de l'or 24 carats vendu en bijouterie est de 4 673 DA le gramme. Moi, au lieu d'acheter une bague de 5 grammes à peu près, je préfère l'acheter au marché parallèle où elle me revient à près de 20 000 DA au lieu de 25 000 DA si je l'achetais chez un bijoutier», nous a confié Samira, une jeune fille habituée du marché. Manel, par contre, reste plus sceptique sur le sujet. «Il est vrai qu'on peut tomber sur la bonne affaire, mais moi j'évite car il y a toujours des risques sur la qualité du produit et souvent on se fait avoir», a-t-elle rappelé. **Yacine Djadel**

Outre les ministres de l'Énergie des 73 pays membres de ce forum, figurent également des responsables, experts et représentants de compagnies pétrolières et gazières ainsi que d'organisations internationales telles que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG). Quant à la participation algérienne, elle sera composée de responsables de plusieurs sociétés activant dans le domaine de l'énergie. L'Algérie, qui assure la présidence du conseil exécutif de ce forum de 2014 à 2016, avait été élue en 2013 pour organiser la 15^e édition.

En marge de la réunion d'Alger, il est prévu une réunion informelle des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs du pétrole (Opep), qui devraient discuter notamment du gel de la production du brut afin de soutenir le marché actuellement en berne. La réunion est l'aboutissement d'un long processus de concertation initié par l'Algérie depuis début 2015, en vue de trouver un accord consensuel pour stabiliser le marché pétrolier.

L'Algérie a multiplié les démarches dans l'objectif de faire converger les positions au sein des pays de l'Opep et entre cette dernière et les autres gros producteurs à l'image de la Russie. Le but est d'aboutir à un accord consensuel de geler la production permettant à la fois de soutenir les prix mais aussi d'absorber le surplus d'offre qui a atteint des niveaux spectaculaires.

Il y a lieu de souligner que les ministres de l'Énergie de l'Opep pourraient convoquer une réunion extraordinaire s'ils arrivent à un consensus lors de la réunion informelle d'Alger. Depuis le début 2015, l'Algérie multiplie les actions de concertation et de dialogue en direction de pays producteurs de



Ph/D. R.

pétrole y compris non-Opep en vue de soutenir les prix du pétrole.

C'est dans ce sens qu'une démarche consensuelle avait été initiée dès février 2015 par le Président Abdelaziz Bouteflika qui avait dépêché alors plusieurs ministres portant des messages aux pays producteurs de pétrole pour rétablir l'équilibre du marché pétrolier. Les messages du Président

Bouteflika avaient alors été transmis à l'Arabie saoudite, la Russie, le Sultanat d'Oman, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Mexique, la Colombie ainsi que les pays membres de l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA) qui sont le Nigeria, le Gabon, l'Angola, le Congo et la Guinée-équatoriale.

L. A. R.

Freinez en douceur

FORFAIT FREINAGE
CHANGEMENT DE VOS PLAQUETTES AVANT
À PARTIR DE
4900 Da.
TTC

«Actuellement, le prix de l'or 24 carats vendu en bijouterie est de 4 673 DA le gramme. Moi, au lieu d'acheter une bague de 5 grammes à peu près, je préfère l'acheter au marché parallèle où elle me revient à près de 20 000 DA au lieu de 25 000 DA si je l'achetais chez un bijoutier», nous a confié Samira, une jeune fille habituée du marché. Manel, par contre, reste plus sceptique sur le sujet. «Il est vrai qu'on peut tomber sur la bonne affaire, mais moi j'évite car il y a toujours des risques sur la qualité du produit et souvent on se fait avoir», a-t-elle rappelé. **Yacine Djadel**

Participation aux prochaines élections législatives

Pas de position commune chez l'opposition

■ Une adoption d'une position commune par l'Instance de suivi et de coordination de l'opposition concernant les prochaines législatives est écartée, car des membres de cette instance ont déjà annoncé leur participation. Toutefois une réunion est convoquée pour le début du mois d'octobre.



Par Nacera Chennafi

Announced pour le mois de septembre, finalement la réunion de l'Instance de suivi et de coordination de l'opposition aura lieu au début du mois d'octobre prochain. Cette rencontre a été programmée pour discuter de la situation politique et le contexte de l'organisation des prochaines élections législatives, notamment les nouveautés introduites dans le code électoral. Cependant, si certains s'attendaient à l'adoption d'une position commune concernant la participation ou le boycott de ce rendez-vous électoral, ce ne sera pas le cas, car des membres de cette instance ont déjà annoncé leur participation. A ce propos, on cite le cas des partis, El Islah, Ennahda et le Front pour l'édification nationale. Ces derniers même s'ils sont qualifiés de petits partis vu leur réservoir d'élus dans les différentes Assemblées (Parlement, communes et wilayas), ils se lancent dans cette élection en attendant la collecte des signatures, comme stipulé par le code électoral. Pour rappel, les mouvements Ennahdha et El Islah



avaient déjà participé aux législatives du 10 mai 2012, cependant, cette participation était dans le cadre de l'Alliance verte au côté du MSP et les trois partis n'ont pu obtenir que 47 sièges au niveau de l'Assemblée populaire nationale.

Pour le cas du Mouvement pour l'édification nationale né du parti du Front du changement «El Taghyir», s'il maintient sa décision de participer aux prochaines élections ce sera la première fois puisqu'il s'agit d'une nouvelle formation politique.

D'autres partis comme le Mouvement de la société pour la paix qui n'a toujours pas annoncé officiellement sa participation aux prochaines élections législatives attendues pour avril 2017, joue la temporisation sur l'annonce mais en réalité le parti se prépare déjà pour ces élections et depuis son université d'été tenue en août dernier, notamment celle dédiée aux jeunes et femmes, le président Abderezak Mokri a appelé ces derniers à se préparer pour ses élections.

Mokri qui fait face à des tentatives de changement menées par son prédécesseur, Bouguerra Soltani se voit dans la nécessité de satisfaire les



ambitions politiques des militants de son parti. Ce parti mène même sa campagne électorale à travers les critiques des réformes de la ministre de l'Education, Nouria Benghebrit et le scandale du livre de géographie pour le cycle moyen a été une occasion pour la direction du MSP de revenir à la charge surtout que le remplacement de la Palestine par Israël sur la carte géographique a pris des tournures idéologiques.

Un autre parti de l'Isco n'a toujours pas dit son dernier mot. Il s'agit de «Talaïou Houriyat» de Ali Benflis. Ce parti a annoncé une réunion de son conseil national en janvier prochain pour prendre la décision finale concernant sa position par rapport aux prochaines élections. Une consultation de la base et analyse de la situation politiques et données juridiques et institutionnelles est aussi prévue par ce parti. Le parti de Benflis fraîchement créé est tenu de collecter 50 signatures pour chaque siège s'il veut que ses candidatures soient validées conformément aux dispositions du code électoral. En outre, il y a le Rassemblement pour la culture et la démocratie. Ce parti avait



boycotté les élections législatives de 2012 et rien n'est encore annoncé pour celles de 2017.

D'autres partis qui se classent dans l'opposition mais ne sont pas membres de l'Isco estiment qu'il est encore loin de parler des législatives et qu'il y a d'autres priorités. C'est le cas du Parti des travailleurs qui mène sa campagne contre l'avant-projet de loi de finances 2017. Au Front des forces socialistes, le parti se penche sur la commémoration de 53^e anniversaire de sa fondation. Plusieurs activités sont lancées depuis hier. Son nouveau premier secrétaire national, Kamel Bouchafa, avait déclaré que la question de la participation aux législatives n'est pas encore tranché et le vieux parti de l'opposition s'attache toujours à son projet relatif à la reconstruction d'un consensus national malgré l'échec des négociations qu'il avait menées en 2014.

Parmi les nouveaux partis qui se lancent dans les prochaines élections, on cite aussi le Front Al-Moustakbal. Son président, Abdelaziz Belaid, a indiqué vendredi à Alger que son parti était prêt à participer aux prochaines échéances électorales.

N. C.

La formation au service du développement économique

Coup d'envoi aujourd'hui de la rentrée professionnelle

Le secteur de la formation professionnelle est, plus que jamais, appelé à adapter son système de formation et d'enseignement aux nouvelles exigences, au plan économique, mais également en matière de marché de l'emploi. Bien que cette économie soit réorientée à la suite de la chute des prix du baril, le département de Mohamed Mebarki se dit prêt à aller dans la même direction et de s'adapter aux nouveaux besoins. Le ministère de l'Enseignement et de la Formation professionnels est donc prêt à relever le défi du gouvernement afin d'aller vers une économie diversifiée qui ne dépend plus des hydrocarbures. Ce n'est que naturellement que le secteur de la formation professionnelle s'est fait adapté à cette nouvelle donne. A cet effet, la rentrée 2016-2017, prévue aujourd'hui, sera marquée cette année par l'introduction de nouvelles spécialités allant dans le sens de diversifier les offres de formation. Ces nouvelles spécialités répondent au souci de moderniser la formation et de la mettre au diapason des besoins du développement de l'économie nationale. Il s'agit en fait de mettre en adéquation la formation professionnelle avec le secteur de l'emploi, à la faveur notamment de l'amélioration de la prise en charge des

actions de formation classées prioritaires par le gouvernement, à savoir l'industrie, le BTP, l'agriculture, l'hôtellerie et le tourisme. A ce titre, 7,5% de l'offre globale va au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 15% à l'artisanat et l'hôtellerie et 20% aux métiers de l'industrie, selon les chiffres du ministère de tutelle. A titre d'illustration et dans le prolongement de ces efforts, le gouvernement a décidé de développer des centres d'excellence dans six wilayas à vocation agricole, l'année 2016 ayant enregistré 4 000 diplômés en agriculture, 2 000 en agroalimentaire et 1 500 dans le secteur de la pêche. Selon le ministre, son département est en train de former des formateurs avec des compétences avérées pour une bonne qualité de l'enseignement. En ce sens, l'ensemble des wilayas au niveau national ont élargi leurs offres en matière de spécialités, sachant que la nomenclature nationale qui compte plus de 440 spécialités, est constamment renouvelée par un réseau d'ingénierie pédagogique, en accord avec divers secteurs d'activités. Il s'agit ainsi de l'élargissement de cette nomenclature à des spécialités nouvelles et insuffisamment développées jusque-là, comme l'utilisation des énergies renouvelables, l'environnement et le traitement des

déchets, la téléphonie... Dans ce sillage, pour la rentrée professionnelle 2016-2017, le secteur assurera 424 000 postes pédagogiques, dont 17 600 concernent les établissements privés de formation professionnelle. L'offre est de 296 000 postes de formation diplômante (70% par rapport à l'offre) et 128 000 postes de formation qualifiante (30% par rapport à l'offre), selon le ministre. M. Mebarki a également relevé que la formation par apprentissage représente 52% par rapport à la formation diplômante et 37% par rapport à l'offre globale, alors que la formation résidentielle et la formation à distance représentent respectivement 26% et 2% par rapport à l'offre globale. Par ailleurs, M. Mebarki avait annoncé l'ouverture de nouveaux postes budgétaires pour couvrir les besoins des 15 nouveaux établissements et les nouvelles spécialités prévues cette année. «Nous avons 1 500 formateurs qui vont être versés dans l'encadrement et qui viennent de terminer leur stage statutaire de formation complémentaire, mais nous avons également beaucoup de postes budgétaires de formateurs que nous allons recruter pour les nouveaux établissements et les nouvelles spécialités», avait souligné le ministre.

Meriem Benchaouia

LA QUESTION DU JOUR

Lignes rouges

suite de la page Une

On devine un peu pourquoi : les Américains seraient eux-mêmes partants pour toute attaque contre le Front Nosra, devenu Fath Echam, s'ils n'étaient pas à la tête d'une coalition, et si tous les membres de celle-ci étaient d'accord pour y voir comme eux une organisation terroriste. C'est loin d'être le cas. Nosra est le groupe rebelle le mieux armé, le plus redoutable, la principale composante militaire de l'opposition. Les Américains ne peuvent s'entendre avec les Russes pour lancer des attaques contre lui sans que l'Arabie saoudite, et d'autres monarchies du Golfe, y voient un autre coup de poignard dans leur dos asséné par l'ami américain. Ou plutôt par l'administration sortante, dont elles attendent le départ avec impatience. Les responsables américains peuvent toujours continuer de qualifier Nosra de terroriste, ce dont d'ailleurs ils ne se privent pas, mais de là à l'attaquer, à le traiter comme Daech, il y a là un pas dont tout indique qu'ils ne franchiront pas. Il en est de cette question, qui peut sembler secondaire pour certains, comme des autres lignes rouges que l'administration Obama a considérées comme infranchissables, et qui pourtant l'ont été sans qu'elle ait puni le ou les coupables. De sorte que la seule véritable ligne rouge qui tienne en l'occurrence, c'est celle qu'elle s'est assignée à elle-même, et qui est jusqu'à présent d'ordre négatif : ne rien faire qui puisse l'entraîner non pas dans un engagement en Syrie, mais dans une guerre avec la Russie. On peut d'ailleurs en dire autant de celle-ci, même si parfois elle donne le sentiment de prendre ce risque de façon plus marquée que les Etats-Unis. Ces deux pays ne s'opposent pas pour l'heure que dans la seule Syrie. L'annexion de la Crimée est une autre ligne rouge, que la Russie ne s'est pas interdite de franchir, car elle y a vu un impératif touchant sa propre sécurité. La Syrie est une sorte d'Ukraine, une Ukraine moyen-orientale, mais qui n'a pas basculé dans le camp occidental à la faveur du démantèlement de l'URSS, et à laquelle la Russie tient à présent comme à une des conditions de son retour en puissance.

M. H.

Partenariat

Bouchouareb invite les entreprises américaines à investir en Algérie

■ *Abdesselam Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines, a lancé à New York un appel à la communauté d'affaires américaine pour investir en Algérie, mettant en exergue les atouts de son économie.*

Par Halim O.

M. Bouchouareb, qui a été l'invité d'honneur d'un débat sur l'investissement en Algérie, organisé à New York par le forum d'affaires américain Business Council for international understanding (BCUI), a fait une présentation sur les opportunités d'affaires offertes par l'économie algérienne.

Au cours de ce débat, auquel ont pris part une trentaine d'entreprises américaines, le ministre a insisté sur la stabilité politique et sécuritaire qui règne en Algérie, comme cela a été reconnu par la plupart des intervenants.

La stabilité dont jouit l'Algérie actuellement est le fruit d'efforts incessants entrepris sous la direction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a-t-il souligné dans son plaidoyer en faveur de la promotion de la coopération algéro-américaine, en relevant les efforts déployés par l'Algérie, «pays exportateur de paix», pour ramener la paix et la stabilité dans les pays voisins.

Le ministre est revenu longuement sur les réformes engagées pour soutenir la croissance, améliorer le climat des affaires et créer les conditions nécessaires pour attirer les investissements étrangers.

A ce titre, il a expliqué aux dirigeants d'entreprises présents à cette rencontre que la révision de la Constitution a conféré une identité à l'économie nationale tout en apportant des assurances aux investisseurs étran-

gers. M. Bouchouareb a également évoqué le nouveau code de l'investissement et les différentes lois adoptées par le Parlement qui ont aidé à améliorer le climat des affaires en Algérie, en exposant les secteurs prioritaires sur lesquels le gouvernement mise pour appuyer la diversification de l'économie.

Les dirigeants des entreprises américaines qui sont intervenus après la présentation du ministre ont convergé sur la reconnaissance des efforts engagés par l'Algérie et marqué leur appréciation du nouveau climat des affaires et leur disponibilité à accompagner le pays dans la diversification de son économie.

Ils ont témoigné de la volonté politique du gouvernement de créer les conditions nécessaires à la diversification, en souhaitant que l'effort d'amélioration de l'environnement des affaires se poursuive compte tenu de la situation générale qui prévaut en Algérie, seul pays qui jouit de la stabilité et de la sécurité dans la

région. La rencontre a été, par ailleurs, l'occasion de lancer un débat sur les préoccupations soulevées par les entreprises américaines quant à l'investissement en Algérie, notamment sur les questions liées à la protection de la propriété intellectuelle et aux mesures régissant l'investissement direct étranger (IDE).

Le ministre a tenu à préciser que la loi sur la normalisation, adoptée cette année par le Parlement, a conforté l'effort du gouvernement dans le domaine de la protection des marques.

S'agissant de la règle dite 51/49% régissant les IDE que les entreprises américaines évoquent souvent comme une entrave à l'investissement en Algérie, M. Bouchouareb a expliqué qu'au regard de l'important engagement des partenaires étrangers, il a été prouvé que cette mesure ne constitue plus un obstacle dès lors que le management de l'entreprise mixte est confié à l'investisseur étranger.

Le ministre a fait valoir, à ce



PH/D. R.

propos, l'attractivité du régime fiscal algérien, considéré parmi les meilleurs dans le pourtour méditerranéen.

Le BCUI, un forum d'affaires créé par le président Dwight Eisenhower pour faciliter les investissements privés américains à l'étranger, compte près de 200 multinationales.

Ce conseil d'affaires, rattaché à la Maison-Blanche, est un forum permanent qui permet aux dirigeants des compagnies américaines d'interagir avec des chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres et des hauts fonctionnaires à l'international.

H. O./APS

Wilaya d'Alger

Plus de 9 000 tonnes de déchets collectées sur le littoral

Les services de l'Agence urbaine pour la protection et la promotion du littoral algérois (APPL) ont collecté plus de 9 000 tonnes de déchets maritimes au niveau du littoral de la wilaya d'Alger durant la période allant de janvier au 15 septembre courant, a indiqué le directeur général de l'entreprise.

Youcef Saadi a indiqué mercredi à l'APS que les agents des services de l'APPL ont procédé durant la période allant du 1^{er} janvier au 16 septembre 2016 à la collecte de plus de 9 000 tonnes de déchets maritimes rejetés par la mer le long du littoral algérois (97

km). M. Saadi a souligné qu'au cours du premier semestre 2016 (du 1^{er} janvier au 1^{er} juin 2016) les mêmes services ont procédé à la collecte de plus de 5 000 tonnes de déchets, portant le volume des déchets à travers les différentes plages de la capitale à la mi-septembre courant à plus de 9 000 tonnes. L'opération pourrait atteindre à la fin de l'année plus de 10 000 tonnes de déchets, a-t-il précisé.

Durant la période allant du 1^{er} juin au 15 septembre 2016, plus de 4 000 tonnes de déchets ont été collectées contre plus de

3 000 tonnes durant la même période 2015, a ajouté la même source.

Du 1^{er} juin au 15 septembre 2015, il a été procédé à l'enlèvement de 2 500 tonnes de déchets, soit une hausse considérable favorisée par le dépôt anarchique des déchets déversés dans la mer qui les rejette sur le littoral, a-t-il dit.

M. Saadi a ajouté que 320 tonnes de déchets ont été enlevées et triées durant l'hiver 2016 où des dizaines de camions de type 20 tonnes ont été chargés de bois.

Hani Y.

9^e Salon de l'emploi à Béjaïa

La sous-traitance et les nouveaux métiers en débat

Pas moins d'une vingtaine d'entreprises privées et publiques ont pris part à la 9^e édition du Salon de l'emploi qui s'est étalée sur deux jours au campus d'Aboudaou (Université de Béjaïa). Outre les entreprises, d'autres organismes et acteurs, dont la police, la douane et des dispositifs d'aide à l'emploi tels que l'Ansej et la Cnac, étaient présents. Une exposition a été organisée parallèlement aux activités de réflexion telles que les conférences et les ateliers au niveau du hall du campus. Les étudiants n'ont pas manqué de se frotter aux entreprises et découvrir le monde du travail, des idées et de leur pratique. Pour leur part, les entreprises étaient à l'affût des compétences dans le milieu universitaire, notamment en convoitant les majors de promotions comme lors de chacune

des éditions précédentes. Des responsables d'entreprises se sont entretenus avec les étudiants désireux de connaître le milieu professionnel. Dans son allocution d'ouverture, le P^r Boualem Saïdani, recteur de l'université de Béjaïa, soulignera que «la rencontre sera centrée sur les nouveaux métiers et les métiers de demain susceptibles d'apporter une plus-value à l'économie nationale et aussi à la sous-traitance et son réseau qui reste en deçà des attentes des entreprises étrangères qui s'installent dans le pays». Pour lui, «l'opportunité est offerte aussi aux contingents d'étudiants arrivés dans le monde du travail de se lancer dans la création d'entreprises dans les différents domaines afin de prendre en charge l'aspect de la sous-traitance». Le P^r Boukrif a décliné la thé-

matique de la sous-traitance, rappelant le contexte socio-économique des années 50/70 et l'objectif des entreprises qui était centré sur la recherche des avantages concurrentiels pour réaliser des économies d'échelles, rechercher des synergies et la réduction des risques par la gestion d'un portefeuille d'activités et pour éviter les coûts de transactions en jumelant toutes les activités, de la production à la commercialisation. Un modèle qui s'est avéré limité. Mais à partir des années 90, explique-t-il, la réflexion autour de l'externalisation des activités secondaires a commencé à naître et la maîtrise du savoir était une priorité avec le contexte de la globalisation et la mondialisation. L'entreprise s'attache les services nécessaires pour son activité auprès d'un prestataire extérieur plus spécia-

lisé afin de réduire les coûts et gagner du temps. L'externalisation se fait par le biais de la sous-traitance ou l'essaimage, que ce soit social, industriel ou technologique, sous forme d'appui et d'accompagnement sur la base d'un cahier des charges établi par l'entreprise ordonnatrice. Selon les organisateurs, «la manifestation offre l'opportunité aux étudiants de se mesurer aux autres étudiants afin de prendre conscience de la concurrence existant sur le marché du travail, de l'importance de construire progressivement et de piloter son CV dès la première année des études supérieures». Il s'agit également de «se préparer à l'exercice de l'entretien d'embauche dans un cadre informel, de faciliter les échanges avec les entreprises et commencer ainsi à constituer son propre réseau», a-

t-on expliqué. Pour les entreprises, «la manifestation est une occasion pour développer l'image de l'entreprise, de créer une passerelle avec le milieu universitaire ce qui permettra d'identifier les jeunes talents susceptibles de devenir des futurs collaborateurs et de déceler les compétences existantes afin de faire face au problème de la qualification». Quatre ateliers ont été animés et placés sous les thèmes de la sous-traitance : «Cas de Cevital, les métiers de demain, le nouveau code de l'investissement et le centre de facilitation : PME, une nouvelle vision du territoire». A noter que la manifestation a été clôturée par une cérémonie de remise de prix aux lauréats des promotions sortantes.

H. Cherfa

Construction et gestion urbaine

Oran Expo BTPH de retour pour une 7^e édition

■ La 7^e édition du Salon International de la construction et de la gestion urbaine «Oran Expo BTPH» se tiendra du 10 au 13 octobre prochain au Centre de conventions «Ahmed-Ben-Ahmed» d'Oran, a-t-on appris auprès des organisateurs.



Ph. > D. R.

Par Souad H.

Ce salon réunira des entreprises œuvrant dans différents secteurs : gros œuvres, menuiserie, finition et décora-

tion, revêtement de sol urbain, mobilier urbain, éclairage public, matériel et outillage, signalétique urbaine, espaces verts, gestion des déchets et adduction des eaux, transport urbain, gestion

et équipement pour collectivité, etc. «*Cette manifestation se veut un espace de valeur pour les exposants algériens afin qu'ils montrent leur savoir-faire dans ce secteur stratégique, d'une part,*

et promouvoir ce know-how, via une plate-forme d'échanges B2B avec les entreprises étrangères ayant des références internationales», indique-t-on dans la présentation de l'évènement mise en ligne par «GMR Events Algérie», organisateur du salon. Des journées professionnelles animées par des experts, axées sur la thématique générale du salon, sont par ailleurs au programme de ce salon. Un cycle de conférences sur le thème «Bâtiments et villes durables : enjeu de la lutte contre le changement climatique», organisé par l'ONG «R20» avec la participation du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, se tiendra en marge de ce salon dans la journée du 11 octobre. «L'accord de Paris et les engagements de l'Algérie : place et rôle de la ville dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des émissions des gaz à effet de serre», «Rôle et missions de l'Agence nationale des changements climatiques», «Le Programme national sur l'efficacité énergétique», «La réglementation technique dans le domaine du bâtiment», «La gestion urbaine des déchets», «L'apport des énergies renouvelables dans la construction et la gestion urbaine - par le Centre de Développement des énergies renouvelables», sont autant de sujets qui seront débattus au cours de cette journée. Enfin, la

société IFPIG organisera, pour sa part, un workshop dans la journée du 2 octobre sur «les nouvelles technologies au sein des bureaux d'études».

S. H./APS

Plombé par les doutes sur un gel de l'offre Le pétrole baisse

LES COURS du pétrole ont fini en nette baisse à New York, les investisseurs doutant des chances de succès des négociations pour une limitation de l'offre la semaine prochaine à Alger, selon des spécialistes. Le cours du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a perdu 1,84 dollar à 44,48 dollars sur le contrat pour livraison en novembre au New York Mercantile Exchange (Nymex). «*Je pense que le principal facteur est que le marché ne croit pas à ce stade qu'il puisse y avoir une sorte d'accord autour d'un gel de la production par les pays de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole)*», a indiqué Bart Melek de TD Securities. Les membres du cartel et la Russie doivent se retrouver en milieu de semaine prochaine pour une réunion informelle à Alger, avec l'objectif affiché de lutter contre la surabondance de l'offre qui plombe les prix du brut. Les espoirs d'accord ont été douchés vendredi par une «déclaration saoudienne précisant qu'il ne s'agissait que de négociations, rien de ferme», a expliqué Bart Melek. «*Je pense qu'à chaque fois qu'une nouvelle va tomber au sujet de l'Opep, nous allons avoir une réaction immédiate des marchés qui va dicter la direction des cours et ce, jusqu'à la réunion de mercredi*», a prévenu Bob Yawger de Mizuho Securities USA. En avril, une première réunion entre pays producteurs avait échoué sur fond de rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran, les deux principales puissances régionales. «*Ajoutez à cela la volonté de la Réserve fédérale de limiter l'implication des banques dans le marché physique des matières premières (...) et le pétrole baisse juste avant le week-end*», a expliqué Matt Smith de Clipperdata dans une note. La banque centrale des Etats-Unis (Réserve fédérale, Fed) a annoncé vendredi son intention de demander aux banques ayant des activités dans les matières premières présentant des risques pour l'environnement d'augmenter de façon considérable leurs fonds propres.

R.E.

Afrique

La Cnuced prévoit un tassement de la croissance en 2016

Les économies africaines devraient enregistrer un tassement de la croissance en 2016, affectées par le ralentissement de l'activité économique dans les pays développés, selon les prévisions publiées par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Dans son rapport 2016 sur le commerce et le développement dans le monde, la Cnuced a ramené la croissance du continent africain à 2% cette année contre 2,9% en 2015. La croissance des pays de l'Afrique du nord devrait s'inscrire en 2016 dans la même tendance baissière à 1,7% contre 2,9 enregistré en 2015. «*La perte de dynamisme dans la sphère économique des pays avancés a eu un effet d'entraînement sur les pays en développement*», commente la Cnuced. En Afrique, les producteurs de matières premières deviennent «*particulièrement vulnérables*», constate la Cnuced. «*La croissance et l'investissement ont fortement ralenti dans les pays pétroliers exportateurs*». Le financement à long terme de l'investissement en Afrique reste un défi, relève par

ailleurs la Cnuced. Les entrées nettes de capitaux vers le continent sont restées relativement élevées au cours du premier trimestre de 2016, mais sont volatiles. Le rapport 2016 de la Cnuced anticipe, par ailleurs, une baisse de la croissance mondiale en 2016 à 2,3% contre 2,5% en 2015 du fait du ralentissement de l'activité économique dans les pays développés. Ce ralentissement est devenu «*le principal frein à la croissance mondiale*», précise l'organisation onusienne. «*Partout dans le monde, les décideurs font face à une situation problématique, caractérisée par une faiblesse des investissements, un recul de la productivité, une stagnation du commerce, un creusement des inégalités et une augmentation de la dette*», a déclaré Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la Cnuced, cité dans le rapport.

Une année sur le fil du rasoir

Aux Etats-Unis, première économie mondiale, la croissance devrait être ramenée à 1,6% cette année et avoisiner celle de

la zone euro, tandis qu'au Japon la stagnation reste de mise. Au Royaume-Uni, le Brexit (la sortie de l'Union européenne) devrait compromettre la reprise amorcée. La perte de dynamisme économique dans les pays développés a eu des répercussions sur les pays en développement, dont la croissance sera inférieure à 4% en moyenne cette année et se situera à près de 2,5 points de pourcentage en dessous de son taux d'avant la crise, selon les mêmes pronostics. Après être brièvement revenu des profondeurs de la crise financière mondiale, le commerce international a connu un recul encore plus marqué, sa croissance chutera cette année à 1,5%, soit un point de pourcentage en-dessous de celle de la production mondiale. Selon la Cnuced, ce recul s'explique principalement par la faiblesse de la demande mondiale et par la stagnation des salaires réels.

L'investissement toujours à la traîne

Le rapport de la Cnuced relève que la déréglementation

financière n'a pas aidé à relancer l'investissement productif comme prévu. Dans les pays en développement, les flux nets de capitaux sont devenus négatifs au deuxième trimestre 2014. Les sorties de capitaux ont représenté plus de 650 milliards de dollars en 2015 et 185 milliards de dollars au premier trimestre 2016.

Les pays développés peuvent contribuer à l'instauration d'une croissance mondiale durable en conjuguant une politique budgétaire volontariste, notamment en matière de dépenses d'infrastructure, une politique monétaire d'accompagnement, recommande la Cnuced. Dans l'ensemble, l'industrialisation dans le monde a marqué le pas, les pays à revenu intermédiaire ont enregistré de longues périodes de stagnation ou de baisse de la productivité. En 2014, l'Asie à elle seule a représenté 90% des exportations manufacturières des pays en développement dans le monde et 94% du commerce des articles manufacturés dans les pays du Sud.

Amel B./Agences

Tizi-Ouzou

Des mesures pour un hiver au chaud et sans pénurie de gaz butane

■ La direction de l'énergie et le district de gaz de pétrole liquéfié (GPL) de l'Entreprise nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers (Naftal) de Tizi-Ouzou ont engagé des mesures afin de permettre aux habitants de la wilaya de passer un hiver au chaud et sans pénurie de gaz butane, a-t-on appris de leurs représentants.



Ph. S. D. R.

de porter son stock en vrac de 24 à 50 tonnes, a observé M. Cherifi. Ce responsable a indiqué qu'une cellule de veille sera installée au niveau du district GPL. Elle sera chargée du suivi régulier du mouvement des stocks afin de maintenir la même capacité de stockage tout au long de la saison hivernale et éviter une éventuelle baisse.

Un stock chez le consommateur, «le bon réflexe à maintenir»

Les habitants de Tizi-Ouzou qui ont vécu l'expérience de l'hiver exceptionnellement rigoureux de 2012, ont acquis le bon réflexe de constituer leurs propres stocks en gaz butane en remplissant celle dont ils disposent avant l'arrivée du grand froid. Un geste que MM. Cherifi et Ouchabane ont salué et appelé à son maintien. Il figure d'ailleurs parmi les points discutés lors de la réunion du 8 septembre courant et durant laquelle il a été décidé de lancer une campagne de sensibilisation en direction des citoyens afin de les inciter à remplir toutes leurs bouteilles de gaz butane avant l'arrivée du froid, a souligné M. Ouchabane. Les localités et les villages enclavés et qui ne sont pas encore raccordés au réseau de gaz naturel, feront l'objet d'une attention particulière durant la saison hivernale, a ajouté M. Cherifi. C'est à cet effet que Naftal a demandé aux présidents des APC concernés tels que Mkira, Mizrana, Ait Ziki, et Zekri de créer des points de vente ou dégager des sites sécurisés pour y faire parvenir la bouteille de gaz, a-t-il précisé. L'arrivée du gaz naturel dans plusieurs localités de la wilaya de Tizi-Ouzou, où le taux de raccordement à cette énergie est de près de 74%, a contribué à réduire la demande sur le gaz butane. Cette demande a connu une baisse avant de stabiliser à partir

de 2014, selon une étude de l'évolution des ventes de ce produit, élaborée par le district GPL. «Si dans d'autres wilayas, l'arrivée du gaz naturel a été suivie par une chute importante de la consommation de gaz butane, à Tizi Ouzou la baisse est légère et s'explique par les habitudes des habitants de cette wilaya qui sont prévoyants et préfèrent avoir un stock de sécurité chez eux, en outre les familles continuent à utiliser la bouteille de gaz butane pour certaines préparations culinaires dont la fameuse galette kabyle», a observé M. Cherifi.

S. N./APS

Par Siham N.

Ces mesures ont été prises lors d'une réunion de travail tenue le 8 septembre dernier, entre les deux secteurs, dans le cadre de la préparation de la saison hivernale et durant laquelle la situation de production et de stockage de gaz butane, au niveau local a été passée en revue, a indiqué le chef de service Energie à la direction de l'Energie, Abdelkrim Ouchabane. Au titre des actions décidées lors de cette rencontre, le district GPL de Naftal a entamé une opération de mise à niveau de l'ensemble de ses installations. «Le Centre enfûteur de Oued Aissi a été doté d'un équipement neuf afin d'éviter d'éventuelles pannes durant la saison de froid», a indiqué son directeur, Cherifi Abdelhak. Un renforcement des équipes est aussi prévu, les deux existantes au niveau de Oued Aissi seront renforcées par une troisième et celle du centre enfûteur de Fréha par une deuxième, a-t-il ajouté. S'agissant des moyens de transport du gaz butane vers les différentes localités de la wilaya, M. Cherifi a indiqué que le District GPL de Tizi-Ouzou dispose de

19 grands porteurs, de 14 semi-remorques-citernes d'une capacité de 15 tonnes chacun et de 50 camions pouvant transporter chacun 210 bouteilles de gaz butane. Ce parc roulant sera renforcé en cas de besoin et ce par le recours à la location de tracteurs auprès de particuliers afin de faire parvenir la bouteille de gaz aux habitants de la wilaya, a-t-il ajouté, en rappelant que Naftal compte un total de 290 points de vente.

Près de 55 000 bouteilles de gaz butane disponibles quotidiennement

Quelque 54 500 bouteilles de gaz butane (B13) seront disponibles quotidiennement durant la saison hivernale dans la wilaya, ce qui est «largement suffisant pour couvrir les besoins de la population en ce produit pétrolier», a fait savoir M. Cherifi. Ce stock sera atteint grâce à l'augmentation de la production des dépôts relais de Ain El Hammam, Tizgirt et Ouadhias qui produisent quotidiennement et respectivement 16 000 bouteilles, 7 000 et 10 000 unités, a-t-on ajouté de même source en

précisant que le dépôt de Ain El Hammam est doté d'un chasse-neige qui sera utilisé en cas de fermeture de routes par la poudre afin d'assurer la disponibilité de ce produit dans cette localité situées à plus de 1 000 mètres d'altitude et celles environnantes. A cette quantité s'ajoutent les 12 500 bouteilles/jour produites par le centre d'Oued Aissi, et les 9 000 de celui de Fréha. «Cette production peut être portée à 70 000 bouteilles/jour, en cas de nécessité», a rassuré M. Cherifi. Celui-ci a fait savoir qu'en été, la moyenne de consommation de gaz butane à l'échelle de wilaya est de 12 000 bouteilles/jour. Cette consommation atteint la moyenne de 25 000 unités/jour durant la période hivernale. Le pic de consommation est de l'ordre de 35 000 bonbonnes, «une demande que nous pouvons couvrir aisément», a-t-il affirmé. S'agissant du stock en vrac, il est de 1650 tonnes, dont 1500 tonnes au niveau du centre enfûteur de Oued Aissi, et de 150 au niveau de celui de Fréha. En outre, Naftal a prévu d'installer au niveau du micro centre de Ouadhias deux containers d'une capacité totale de 24 tonnes afin

M'sila / Périmètres irrigués 450 hectares aménagés à Magra

UN TOTAL de vingt-deux périmètres agricoles, s'étendant sur une superficie de 450 hectares, sera aménagé dans la daïra de Magra (Est de M'sila), au cours de l'année 2017, a-t-on appris des services de wilaya. L'irrigation de ces périmètres agricoles sera assurée par le système hydraulique du barrage de Soubella, dont la livraison est prévue pour l'année prochaine, selon la même source qui a détaillé que ce barrage arrosera des terres agricoles, d'une superficie totale de 1 000 hectares, réparties sur plusieurs communes de la wilaya de M'sila. Exploités par plus de deux cents agriculteurs de cette région, ces périmètres agricoles, situés à proximité du barrage de Soubella, seront notamment dédiés à la culture des différentes espèces fourragères, a-t-on encore détaillé. Les services de wilaya ont par ailleurs révélé qu'actuellement bon nombre d'agriculteurs de la région n'ont d'autre alternative que de recourir aux méthodes de forage pour l'irrigation, en attendant la mise en exploitation de ce barrage, soulignant que ce projet hydraulique favorisera la création d'une multitude d'investissements dans ces régions agricoles. Le barrage de Soubella dont les travaux ont été confiés à une entreprise publique est d'une capacité de stockage de 18 millions de mètres-cubes. Outre l'amélioration d'alimentation en eau potable (AEP), le barrage offrira de nouvelles perspectives en matière d'irrigation agricole.

R.R.

Ouargla

Le projet de tramway livrable avant octobre 2017

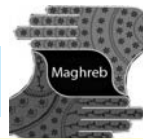
Le projet de tramway en cours de réalisation à Ouargla devra être livré avant octobre 2017, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le projet, dont le rythme des travaux est jugé «acceptable», atteint actuellement un taux d'avancement de 60%, avec certains tronçons déjà entièrement achevés, a-t-on révélé. Le projet, dont la récep-

tion était initialement fixée à décembre de cette année, a rencontré d'importantes contraintes à son lancement en septembre 2013, liées notamment aux réseaux divers (électricité, gaz, téléphone, eau potable, et assainissement) se trouvant sur son tracé et qu'il a fallu déplacer, a-t-on souligné. Constituant l'un des grands projets dont a bénéficié

la wilaya et pour lequel une attention particulière est accordée, le tramway d'Ouargla vient accompagner le développement effréné du tissu urbain de la ville et sa croissance démographique, ayant engendré une congestion de la circulation. Le tramway de Ouargla, pour lequel est réservée une enveloppe de 40 milliards DA, est long de 12,6

kilomètres, jalonnés de 23 stations. Il devra assurer le transport de quelque 3 450 personnes par heure, depuis le quartier En-Nasr vers le vieux ksar d'Ouargla, selon sa fiche technique. Le projet comprend aussi un centre de maintenance couvrant une superficie de 5,5 hectares.

Maya T./ agences



Atelier sur le Sahara occidental à Genève

Les participants appellent la communauté internationale à activer ses décisions

■ Les participants à un atelier sur le Sahara occidental intitulé «l'occupation et le droit humanitaire», organisé à Genève (Suisse), ont appelé la communauté internationale à activer ses décisions concernant le conflit au Sahara occidental, a rapporté l'Agence de presse sahraouie (SPS).



Par Kamel L.

Une délégation sahraouie participant aux travaux de la 33^e session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève a organisé jeudi un atelier sur le conflit au Sahara occidental intitulé «l'occupation et le droit humanitaire» et ce, en collaboration avec l'association américaine des militants des droits de l'Homme et les organisations britanniques «Libération» et «IVOR». Lors de cette rencontre, le professeur de droit international à l'université de Genève, directeur du département du droit international, Marco Sassouli, a passé en revue les pratiques de l'occupant marocain, d'une part, et le droit international, d'autre part, tout en appelant la communauté interna-

tionale à activer ses décisions concernant le conflit au Sahara occidental. Dans son intervention lors de cet atelier encadré par le professeur de l'économie et du développement et ancien conseiller à l'ONU Jian Franco, l'avocat sahraoui Hadmine Mouloud Said a évoqué le statut juridique du Sahara occidental et les décisions internationales y afférant, mettant l'accent sur les derniers développements de la question sahraouie et les violations marocaines des droits de l'Homme dans les territoires occupés. Les travaux de la 33^e session du Conseil des droits de l'Homme se déroulent pour la deuxième semaine consécutive à Genève et se poursuivront jusqu'à fin septembre courant avec la participation d'une délégation sahraouie représentant les terri-

toires occupés, les camps de réfugiés et de la communauté sahraouie établie à l'étranger. Plusieurs activités ont été organisées en marge de cette session pour faire connaître la cause sahraouie et mettre à nu les politiques de l'occupant marocain et ses violations systématiques des droits de l'Homme. Un rassemblement a également été organisé mercredi dernier devant le siège de l'ONU à Genève au cours duquel le Comité suisse de solidarité avec le peuple sahraoui a appelé l'ONU à organiser le référendum d'autodétermination au Sahara occidental en 2017. Un documentaire a été projeté pour la première fois sur l'histoire du «camp de Gdeim Izik» et la répression des Sahraouis en général et des détenus politiques, en particulier

le groupe de Gdeim Izik. Le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique occupée par le Maroc depuis 1975 après le retrait des forces espagnoles. Ce territoire est soumis au processus de décolonisation dans le cadre de l'ONU qui a parrainé le cessez-le-feu entre le deux belligérants (Front Polisario-Maroc).

L'ONU reçoit une pétition pour l'organisation d'un référendum

Le Comité suisse de soutien au peuple sahraoui a remis à l'Organisation des Nations unies une pétition de signatures revendiquant l'organisation, l'année prochaine, d'un référendum au Sahara occidental, a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS). Le comité a organisé, mercredi, une manifestation devant le Palais des Nations à Genève (Suisse), en solidarité avec le peuple sahraoui sous le thème «Sahara occidental - référendum maintenant». Ces manifestations, qui coïncident avec le 40^e anniversaire de la création du comité, ont été l'occasion d'une rétrospective de quarante ans de travail sans relâche au côté du peuple sahraoui et sa cause juste pour arracher son droit légitime à la liberté et à l'indépendance. Le comité a présenté le bilan d'une campagne lancée en janvier 2015 pour appeler l'ONU à l'organisation d'un référendum au Sahara occidental l'année prochaine, en remettant aujour-

d'hui des milliers de signatures collectées dans divers pays. La manifestation s'est déroulée en présence de plusieurs membres de la communauté sahraouie établie dans des pays européens qui ont répondu à l'appel lancé par le comité et qui sont venus notamment de France, de Belgique, d'Espagne, d'Allemagne et de Suisse. Les manifestants ont brandi des drapeaux sahraouis, des banderoles devant le Palais des Nations, revendiquant le droit du peuple sahraoui à la liberté, à l'indépendance, à la libération des détenus politiques et à faire la lumière sur le sort des disparus. La manifestation a vu la participation du représentant du Front Polisario en France, Bachir Oubi Boucheraya, la représentante du Front Polisario en Suisse, Oumeima Abdessalam, outre un grand nombre d'Européens solidaires avec le peuple sahraoui dont le président de la Coordination européenne pour la solidarité avec le peuple sahraoui, Pierre Galland, et le président de la Coordination des associations espagnoles solidaires avec le peuple sahraoui, Pepe Taboada. Le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique occupée par le Maroc depuis 1975 après le retrait des forces espagnoles. Ce territoire est soumis au processus de décolonisation dans le cadre de l'ONU qui a parrainé le cessez-le-feu entre le deux belligérants (Front Polisario-Maroc).

K. L./APS

Maroc

Le royaume demande officiellement à adhérer à l'Union africaine

Le royaume du Maroc a officiellement présenté sa demande d'adhésion à l'Union africaine (UA), a indiqué un communiqué de l'UA. «Le royaume du Maroc a officiellement soumis une requête en vue d'accéder à l'Acte constitutif de l'Union africaine, et de la sorte en devenir un membre», a indiqué l'UA dans son communiqué. Selon la cellule de communication de l'Union africaine, le conseiller du roi Mohammed VI des Affaires étrangères, Taieb Fassi Fihri a «informé le président de la Commission, le D^r Nkosazana Dlamini Zuma, de la demande officielle du Maroc d'adhérer à l'UA, lors de leur rencontre, le 22 septembre 2016, pendant une réunion bilatérale en marge de la 71^e session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU)», a précisé l'Union africaine. «Le Maroc avait soumis la lettre d'intention, le jeudi 22 septembre 2016, à Addis-Abeba, en

Ethiopie», a précisé le conseiller du Maroc à M^{me} Zuma à qui il a remis une copie de cette demande officielle. Le Maroc avait, en 1984, quitté l'Organisation de l'union africaine (OUA) qui a précédé l'Union africaine (UA). Le retour du Maroc au sein de l'organisation panafricaine doit être validé par un vote au sein de la Commission de l'UA au regard de la poursuite du royaume de son occupation du Sahara occidental en violation flagrante des résolutions onusiennes et continuant à bafouer les droits du peuple sahraoui. Le secrétaire général de l'ONU a une fois de plus qualifié l'annexion du Sahara occidental par le Maroc d'occupation, rappelant que la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (Minurso) avait été créée, il y a plus de 20 ans, pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination dans ce ter-

ritoire, ancienne colonie espagnole, occupé par le Maroc depuis 1975. Mais au cours de ces années, le Maroc a sapé tous les efforts de la Mission et entravé l'organisation d'un réfé-

rendum pensant pouvoir réduire les espérances du peuple sahraoui à néant. Le soutien à l'indépendance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et le principe d'autodé-

termination pour tous les peuples sont acquis au sein de l'Union africaine.

Faiza O./Agences

Tunisie

La crise avec un groupe pétrolier britannique résolue

LA TUNISIE a annoncé avoir trouvé un accord avec le groupe britannique de services pétroliers Petrofac pour qu'il reprenne ses activités sur un champ gazier bloqué depuis plusieurs mois par un conflit social. «Nous avons signé un accord avec Petrofac (...) après des négociations qui ont duré jusqu'à trois heures du matin», a dit à l'AFP le ministre des Affaires sociales, Mohamed Trabelsi. «Le problème est terminé et la compagnie va déterminer, sur le plan technique, quand elle va reprendre ses activités», a-t-il ajouté. Après des jours de spéculations dans la presse, le gouvernement tunisien avait annoncé mercredi que Petrofac avait entamé les procédures pour quitter le champ de Chergui, au large des îles Kerkennah (sud-est), qui fournit 12% de la production nationale. Cette production était à «l'arrêt total» depuis janvier en raison d'un conflit social, des manifestants réclamant des emplois permanents, selon la ministre de l'Énergie, Hela Cheikhrouhou. L'accord, négocié en présence de représentants de la société civile de Kerkennah (pêcheurs, manifestants, syndicalistes et diplômés chômeurs), prévoit «d'employer (les protestataires) sur trois ans, de créer une société pour le développement de Kerkennah (...) et la reprise de la production de Petrofac», a précisé M. Trabelsi. Petrofac n'était pas joignable dans l'immédiat. La crise avait éclaté après l'arrêt en début d'année d'un programme temporaire créé en 2011, et en grande partie financé par Petrofac. La Tunisie va accueillir fin novembre une conférence internationale sur l'investissement en présence de plus d'un millier d'entreprises.

R.M.



Corée du Nord

Premier show aérien public en dépit des sanctions

■ Quelques semaines seulement après son cinquième essai nucléaire, la Corée du Nord organise ce week-end son premier show aérien public, civil et militaire, en dépit des lourdes sanctions internationales qui pèsent sur le pays.

Par Rosa T.

Le «Wonsan Air Festival International Friendship» (Festival international aérien amical de Wonsan) dure deux jours. Il est organisé sur l'aéroport Kalma, un ancien aérodrome militaire rénové l'an dernier pour favoriser le tourisme autour de la ville portuaire de Wonsan (est).

Sa tenue était programmée avant le 5^e essai nucléaire nord-coréen effectué le 9 septembre, qui a déclenché l'ire des États-Unis et de leurs alliés occidentaux et asiatiques, et la menace de nouvelles sanctions internationales.

Le show a débuté par une démonstration aérienne d'un... hélicoptère militaire américain, un Hughes MD-500 – un des nombreux appareils acquis dans



Ph. > D. R.

les années 1980 par Pyongyang via un pays tiers afin de contourner les restrictions américaines à l'exportation vers la Corée du Nord, l'une des dictatures les plus fermées au monde.

L'industrie aéronautique de la Corée du Nord est visée dans une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée après le 4^e essai nucléaire nord-coréen le 6 janvier. Le texte interdit aux États membres des Nations unies de vendre ou de fournir à la Corée du Nord du carburant pour aéronefs.

Selon un récent rapport de l'Institut de recherche américain Nautilus for Security and

Sustainability, la Corée du Nord a cependant suffisamment de ressources internes pour entretenir une flotte aérienne, notamment en raison d'un faible nombre d'exercices organisés chaque année.

Après l'hélicoptère Hughes, l'avion le plus performant de la chasse aérienne nord-coréenne, un MiG-29 Fulcrum de première génération de fabrication russe, a enchaîné plusieurs figures avec des passages assourdissants à basse altitude au-dessus des spectateurs.

Le reste de l'aviation nord-coréenne est surtout constitué de copies chinoises antiques de MiG-17, MiG-19 ou autres MiG-21.

Les aéroports nord-coréens

sont en général soumis à une haute sécurité mais pour ce premier festival aérien public l'accès à l'aéroport Kalma a été ouvert à plusieurs milliers de spectateurs, à des médias étrangers et à plusieurs centaines de passionnés d'aviation venus d'une vingtaine de pays.

Vedettes du show, les deux premières pilotes féminines d'avions de chasse nord-coréens ont fait une démonstration en formation aux commandes de deux MiG-21. Jo Kum-Hyang et Rim Sol avaient été baptisées l'an dernier «Fleurs du ciel» par le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un qui avait assisté à l'un de leurs entraînements.

«Même un homme cent pour cent viril aurait du mal à faire cela !», s'est enthousiasmé en anglais le présentateur du show lors d'un virage serré des deux appareils. Après l'atterrissage, la foule s'est fait gronder alors qu'elle se précipitait vers la piste pour féliciter les deux pilotes.

Pour plusieurs observateurs étrangers, les démonstrations aériennes nord-coréennes d'un MiG-29 et d'un Sukhoi-25 auraient été impossibles dans d'autres shows aériens internationaux.

«Vous ne verrez jamais cela ailleurs dans le monde. Les règlements interdisent tout vol ou manœuvres au-dessus de la foule», explique Peter Terlouw, un photographe néerlandais. «Pour nous, c'est génial !»

Dans le domaine civil, des avions d'un autre âge de la com-

pagnie nationale Air Koryo, assurant des liaisons intérieures, ont aussi suscité l'intérêt.

«C'est très spécial de se retrouver à proximité de ces vieux appareils dans un pays comme la Corée du Nord», note Ashley Walker, 39 ans, un pilote britannique de la compagnie chinoise Cathay Pacific basée à Hong Kong. «Il n'y a pas d'avion de ce type en utilisation ailleurs dans le monde», ajoute-t-il en montrant un Antonov AN-24 sur le tarmac.

Ces appareils de transport sont «magiques et vous ramènent dans le temps», résume ce passionné, à qui son organisme de voyages britannique Juche Tours a promis de brefs vols sur des avions civils, incluant un Iliouchine-18 et un Tupolev-134.

Autre amateur, King Hui, 63 ans, de nationalité canadienne, indique être déjà venu une fois en Corée du Nord. Mais les consignes pour la prise de photos étaient «pas de militaire, pas de militaire, et maintenant nous arrivons à voir cela»...

La région de Wonsan fait actuellement l'objet d'un plan de développement touristique avec la région voisine du Mont Kumgang. Avec une station de ski, Masik, achevée en 2013, cette zone a été développée à l'origine pour des visiteurs sud-coréens. Mais après la mort d'un touriste sud-coréen, abattu par un soldat nord-coréen alors qu'il s'était égaré hors des sentiers autorisés, Séoul a interrompu toute visite de ce site pour ses ressortissants.



Points chauds

Ralliement

Par Fouzia Mahmoudi

La bataille durant les élections primaires républicaines entre Ted Cruz et Donald Trump a souvent dégénéré et provoqué de nombreuses polémiques entre les deux candidats qui en étaient arrivés à s'en prendre à leurs épouses respectives. Tant et si bien que Cruz avait refusé d'apporter son soutien officiel au candidat investi par les électeurs conservateurs. Or, cette semaine, le sénateur du Texas a changé d'avis. En effet, l'ex-rival de Trump lui a finalement apporté son soutien, deux mois après l'avoir publiquement humilié à la convention républicaine. «Après plusieurs mois de réflexion minutieuse, de prières et d'examen de conscience, j'ai décidé que le jour de l'élection je voterai pour le candidat républicain Donald Trump», a annoncé sur Facebook Ted Cruz. Trump s'en est dit «grandement honoré», affirmant dans un communiqué de trois lignes que Cruz avait été un adversaire «brillant». Ted Cruz, 45 ans, dont le poste est soumis à réélection en 2018, a donné deux raisons à sa décision : sa promesse l'an dernier de soutenir celui qui serait désigné par le Parti républicain, et sa détermination à empêcher l'élection d'Hillary Clinton. «Même si j'ai eu des désaccords significatifs dans certains domaines avec notre candidat désigné, Hillary Clinton est complètement inacceptable», a-t-il écrit. «Ma conscience me dit que je dois tout faire pour arrêter ça», a-t-il ajouté, faisant la liste de ce qui l'oppose à la candidate démocrate à la Maison-Blanche. Le 20 juillet dernier, il avait pourtant infligé un camouflet public à Donald Trump, appelant les républicains à voter «selon leur conscience» lors de la convention républicaine à Cleveland. Il s'était fait copieusement huer par les délégués républicains. Sur sa page Facebook, certains internautes ont salué la décision d'un homme «d'honneur et d'intégrité». D'autres l'ont vécu comme une trahison, se disant «honteux» de l'avoir soutenu. «Je ne peux pas soutenir un homme aussi immoral que Trump. Je vais m'en remettre à Dieu», a aussi commenté une internaute. Reste à savoir si cette décision aura une quelconque influence sur la prochaine présidentielle et surtout si ce choix poussera les électeurs les plus indécis à faire confiance au candidat conservateur qui à moins d'un mois et demi du jour J reste toujours aussi sulfureux et controversé.

F. M.

États-Unis

Un homme armé tue 5 personnes dans un centre commercial

La police américaine recherchait hier un homme armé qui a tué cinq personnes lors d'une fusillade dans un centre commercial de l'État de Washington, dans le nord-ouest des États-Unis, avant de prendre la fuite.

Quatre femmes et un homme ont été tués, a précisé la police dans un nouveau bilan de la fusillade qui s'est produite vendredi soir.

Un bilan précédent faisait état de quatre décès, mais un homme blessé qui avait été transporté à l'hôpital dans un état critique a succombé à ses blessures, a indiqué un porte-parole de la police de l'État de Washington, Mark Francis.

Selon lui, le suspect est un «homme hispanique vêtu de gris».

La fusillade a eu lieu dans le centre commercial Cascade Mall de la ville de Burlington, à quelque 110 km au nord de Seattle. La police, alertée par des appels à 18h58 (00h58 GMT), est intervenue rapidement et le centre commercial a été évacué. La police a quadrillé les lieux et des médecins sont inter-

venus sur place.

Sur une séquence tirée de la vidéo-surveillance, et diffusée par les médias locaux, on voit le suspect, à l'air jeune, muni de ce qui pourrait être un fusil.

D'après le policier, le suspect a été vu pour la dernière fois en train de se diriger à pied vers une autoroute qui passe à proximité du centre commercial situé à Burlington, une ville entre Seattle et la frontière canadienne.

«Nous recherchons activement le suspect et des pistes», a ajouté le sergent Francis.

Les services de secours ont pénétré dans le Cascade Mall «sous escorte», après que la police a donné son feu vert, pour soigner les blessés, a-t-il précisé.

Des témoins ont indiqué à la chaîne KOMO News que le tireur a pénétré dans un grand magasin Macy's où il a ouvert le feu.

«J'ai entendu un tir (...) puis trois autres personnes ont commencé à courir, disant "une arme" et ensuite il y a eu des tirs et des tirs», a raconté à la chaîne Armando Patino, salarié dans une boutique de téléphonie.

«Je suis retourné dans ma boutique. Certaines personnes ne savaient pas où aller, je les ai fait entrer dans la boutique», a-t-il ajouté.

Pendant plusieurs heures, onze équipes de recherche et deux équipes de chiens ont inspecté le bâtiment de 40 320 mètres carrés.

Les autorités, qui se concentrent sur l'enquête, devraient tenir une conférence de presse à 08h00 (15h00 GMT).

Le centre commercial est resté fermé hier.

Cette fusillade intervient alors que le pays est agité par un débat sur la question des armes à feu.

Les fusillades meurtrières secouent régulièrement les États-Unis, où les armes à feu causent environ 90 décès par jour. Le débat sur ces armes a été ravivé par les attentats d'Orlando et de San Bernardino (Californie) en décembre 2015 – un couple avait tué 14 personnes – mais sans avancées notables dans un pays où le droit de porter des armes est inscrit dans la Constitution.



Musique

Le musicien Richard Galliano animera un spectacle au Dimajazz

■ L'accordéoniste et musicien Richard Galliano animera au mois de novembre un spectacle en Algérie. C'est dans le cadre de la quatorzième édition du Festival international Dimajazz que cet artiste franco-italien va interpréter les meilleures chansons de son répertoire artistique.

Par Abia Selles

Les amoureux de la musique jazz seront au rendez-vous au mois de novembre avec la quatorzième édition du Festival international Dimajazz. Cette manifestation artistique organisée à Constantine accueille cette année de grands noms de ce genre musical ainsi que des artistes nouveaux. La participation étrangère ne sera pas en force cette année mais des artistes de renom sont à l'affiche à l'image de l'accordéoniste et musicien franco-italien Richard Galliano. Cet artiste qui anime son premier concert en Algérie chantera avec ses fans les meilleures chansons de son répertoire artistique. Le spec-



taclé s'annonce exceptionnel et ses fans l'attendent avec impatience. D'autres noms d'artistes connus du jazz sont au menu

des organisateurs mais ils n'ont pas été encore dévoilés.

Le compositeur franco-italien viendra accompagné du New

Musette Quartet avec André Ceccarelli à la batterie, Yaron Stavi à la guitare et Jean-Marie Ecay au même instrument. Ce

spectacle qui sera riche en mélodie et sonorités sera aussi porteur de bonheur et de joie au public.

Il est à noter qu'après avoir étudié le Piano et l'Accordéon, avec son père, l'accordéoniste et professeur, Lucien Galliano, Richard rentre au conservatoire de Nice, dirigé alors par le célèbre organiste Pierre Cochereau, et suit les cours d'harmonie, de contrepoint et autres instruments musicaux. En 1975 il rencontre Claude Nougaro dès son arrivée à Paris. Richard Galliano sera son accordéoniste et chef d'orchestre jusqu'en 1983 et il lui composera des musiques pour des chansons comme Allée des brouillards, des voiliers, vie violence. En 1980, il a eu une deuxième rencontre importante avec Astor Piazzolla qui lui conseillera d'inventer le New musettes français à l'image de son New tango argentin.

Richard Galliano a enregistré plus de 50 disques à son nom et a collaboré avec un nombre impressionnant d'Artistes dont Chet Baker, Eddy Louis, Ron Carter, Wynton Marsalis, Serge Reggiani, Claude Nougaro, Barbara, Allain Leprest et autres. Son dernier album paru en 2016 est dédié l'œuvre de Wolfgang Amadeus Mozart. **A.S.**

Festival du théâtre professionnel de Guelma Sonia et Hakim Dekkar parmi le jury

Les célèbres comédiens Hakim Dekkar et Sakina Mekkiou (plus connue sous son nom de scène Sonia) feront partie du jury du 10^e Festival culturel local du théâtre professionnel de Guelma, prévue du 25 au 29 septembre en cours, a-t-on appris jeudi du Commissaire du festival. Le jury des éliminatoires de la 10^e édition du festival national du théâtre professionnel pour les wilayas de

l'Est et du centre-est du pays est constitué d'illustres visages de la scène théâtrale algérienne à l'instar de Nabil Benseka, Ali Djebara et le réalisateur Aissa Djakatti, s'est félicité Ali Beraoui, signalant que le jury évaluera cinq pièces théâtrales en langues arabe et amazighe en lice pour décrocher une place au Festival national du théâtre professionnel. Il a ajouté que cette manifestation se dérou-

lera au Théâtre régional Mahmoud Triki et à la maison de la culture Abdelmadjid Chafai de la ville de Guelma, annonçant que la coopérative théâtrale Taj et la coopérative culturelle Mimesis de Bordj Bou Arreridj, l'association Thala de Tizi-Ouzou, ainsi que les associations El Beliri et Maraya de Constantine sont autant de troupes théâtrales en compétition pour participer au

festival national du théâtre professionnel, prévu à Alger en novembre prochain. La 10^e édition du festival culturel local du théâtre professionnel de Guelma sera consacré aux productions théâtrales en compétition, à l'inverse des précédentes éditions où des spectacles étaient donnés sur les places et jardins publics de la ville, a-t-on encore souligné. **M.K.**

Institut du monde arabe

Biskra, son histoire et son art à l'honneur

L'exposition «Biskra, sortilèges d'une oasis : 1844-2014» a été inaugurée jeudi soir à l'Institut du monde arabe (IMA) de Paris proposant une (re)découverte de cette porte du Sahara algérien qui a inspiré nombre d'artistes, écrivains et photographes étrangers durant deux siècles.

Le vernissage de cette exposition, une idée d'un chercheur et professeur australien en histoire d'art, Roger Benjamin, soutenu par un natif de Biskra qui s'est investi dans l'art et les collections d'objets culturels, Salim Becha, s'est déroulée en présence du président de l'IMA, Jack Lang, de l'ambassadeur d'Algérie en France, Amar Bendjama, d'une représentation diplomatique de l'Australie, de l'ancienne ministre française de la Justice, Christiane Taubira, des personnalités de la culture et une foule nombreuse de visiteurs.

A travers cette exposition multi-supports (tableaux, photos, cartes postales, plans, livres rares et documents audiovisuels), l'histoire de Biskra est revisité sous un angle artistique avec des témoignages mettant en exergue ses richesses en sa qualité de station thermale et d'hivernage aimante et accueillante.

Sur le plan artistique, la collection présentée, à cette occasion, est une conjonction d'efforts entre l'initiateur, Roger Benjamin, le

directeur du musée de l'IMA, Eric Delpont, qui ont ramené des toiles des musées d'Amsterdam, de Washington et de la Deutsch Bank, et l'incontournable soutien, même sur le plan financier, de maître Salim Becha, notaire de profession, qui a mis à la disposition de cette manifestation sa personnelle collection (quatre tableaux), notamment la toile des «Danseuses d'Ouled Naïl» d'Yvonne Kleiss Herzig (1935) et celle de Léopold Henri Girardet «Ecole coranique de Biskra» (1881).

Des oeuvres de grands peintres qui ont marqué l'art plastique du 19^e siècle, comme Gustave Guillaumet dans son «Habitation saharienne cercle de Biskra» (1882) ou Henri Matisse dans «Blue Nude (Souvenir of Biskra)» créé en 1907, sont exposées somptueusement pour imposer aux visiteurs la découverte de cette ville algérienne «révélatrice» d'âme, comme l'a souligné Jack Lang.

Le représentant du ministère algérien de la Culture, Dehiche Mohammed, a indiqué dans une déclaration à la presse que le ministère a répondu «favorablement» à la demande de l'initiateur de l'exposition, Roger Benjamin, en adhérant au projet puisqu'il s'agit de «montrer Biskra et de la montrer avec un regard beaucoup plus artistique et esthétique qu'ethnologique». «Le ministère a conditionné sa participation avec la pro-

duction à Alger du livre-catalogue qui va paraître très prochainement sur Biskra et sur l'ensemble de cette exposition», a-t-il ajouté, précisant que ce livre sera édité à Alger et diffusé en Algérie et à l'IMA en France. Le ministère, a-t-il poursuivi, a également répondu à la demande de Roger Benjamin en prêtant à cette manifestation des oeuvres de la collection du musée du Mama, en plus des oeuvres mis à disposition par Saim Becha. «Nous avons également aidé trois artistes contemporains algériens (Noureddine Tabaha, Slimane Becha et Tahar Ouamane), dont les oeuvres ont été choisies par Roger Benjamin pour figurer dans cette exposition», a souligné Mohammed Dehiche qui a fait remarquer que l'Algérie reste «ouverte» à l'international lorsqu'il s'agit de montrer des villes algériennes.

Pour sa part, le directeur du musée de l'IMA a estimé que «Biskra, sortilèges d'une oasis», est une exposition «dont le questionnement porte sur le regard, sur le regard qu'on va porter à l'autre, un regard qu'on va porter sur un environnement qui n'est pas le sien». Il a avoué, à cet effet, que c'est un «rééquilibrage» de l'institut auquel «on lui a souvent reproché d'avoir beaucoup fait pour les pays du Proche et du Moyen-Orient et un peu moins pour les pays d'Afrique du Nord» **F.H.**

RENDEZ-VOUS CULTURELS

- Salle Ibn Khaldoun
Chaque vendredi et samedi du mois de septembre :
Projection du long métrage «Comme des bêtes».
- Chaque lundi et mercredi du mois de septembre :
Projection de «SOS fantômes».
- Les vendredis, samedis et jeudis du mois de septembre :
Projection de «Suicide squad».
- Librairie des beaux-arts, 28 rue Didouche-Mourad, Alger
Jusqu'au 28 septembre :
Exposition de l'artiste peintre Mourad Foughali.
Musée national des antiquités, Alger
- Jusqu'au 30 septembre :
Exposition «Voyage à travers le zelij - Les carreaux de faïence».
- Salle de cinéma Cosmos (Riad El Feth)
26 septembre :
Projection de Warcraft et Jason Bourn
- 27 septembre :
Projection de Le monde de Dory, SOS fantôme et Tarzan
- 28 septembre :
Projection de Suicid Squad et Jason Bourn

Coup-franc direct

L'arnaque encore et toujours

Par Mahfoud M.

Un nouveau scandale vient d'éclater dans le monde du professionnalisme à la sauce algérienne. Il nous vient cette fois-ci de l'Ouest, plus précisément de Bel-Abbès. Ainsi, le club local, l'USMBA, aurait dépensé, selon le wali de cette localité, 400 millions de centimes dans la pizza. C'est écrit noir sur blanc sur le bilan du club et sans aucune vergogne. Est-il normal qu'un club offre des pizzas à ses joueurs, sachant que cela n'est pas un repas sportif et qui ne leur convient donc pas ? Les dirigeants de certains clubs ne reculent devant rien pour dilapider l'argent du contribuable et rien ne les arrête désormais tant qu'ils ne sont pas inquiétés et que les autorités concernées ne bougent pas le petit doigt pour les sanctionner pour ces écarts graves. Les autorités publiques doivent prendre les mesures qui s'imposent pour que cela ne se répète pas au niveau de nos clubs qui sont dans une situation de bricolage. Ce n'est pas avec de tels dirigeants que le professionnalisme sera lancé. Au contraire, cela aggravera la situation, surtout s'il n'y a pas de sanctions de la part des autorités concernées.

M. M.

Ligue 1 Mobilis (5e journée)

Le MCA bat le MCO et se propulse

LE MC ALGER s'est hissé en tête du classement de la Ligue 1 Mobilis de football en battant le MC Oran (1-0) en match choc de la 5^e journée, disputé vendredi au stade Omar-Hamadi. Les Oranais, co-leaders avec l'USM Alger depuis la précédente journée, avaient bien résisté aux assauts du «Doyen» avant de fléchir après l'expulsion de Hériat à la 77^e minute, et encaisser finalement le but de la défaite. C'est Mohamed Seguer qui a inscrit le but mouloudéen à la 81^e minute, permettant à son équipe de rejoindre son adversaire du jour et l'USM Alger en tête du classement avec 10 points. Les Usmistes comptent cependant un match en moins et pourraient donc s'emparer seuls du leadership, en cas de victoire samedi contre le CR Belouizdad. Un peu plus tôt dans l'après-midi de ce vendredi, le CS Constantine avait réussi l'exploit de revenir deux fois au score dans son derby face au DRB Tadjenanet, avant de l'emporter (4-2) au final. Chattal (14'), puis Chibane (42') avaient donné l'avantage au DRBT, mais le CSC avait égalisé à chaque fois, d'abord par Samer (20'), puis Maghni sur penalty à la 52', avant de l'emporter grâce à deux nouvelles réalisations, signées Aoudia (65') et Belamiri (90'). Un premier succès pour les «Sanafir» après cinq journées dans cet exercice 2016-2017, grâce auquel ils se hissent à la 9^e place, avec 5 points, au moment où le DRBT recule à la 4^e place avec 8 points. Jeudi, en ouverture de cette 5^e journée, l'USM El Harrach a été tenu en échec par le NA Hussein Dey (1-1) en match derby, disputé au stade du 5-Juillet. Les Sang et Or avaient ouvert le score par Gasmi, sur penalty à la 49^e minute, et c'est Aïch qui a égalisé pour les Harrachis à l'heure de jeu. Un nul qui arrange beaucoup plus les affaires du NAHD, désormais 6^e avec 8 points, au moment où l'USMH reste 13^e, sans aucune victoire à son actif depuis l'entame de la saison. La 5^e journée devait être clôturée hier avec le déroulement des quatre derniers matchs inscrits au programme : RC Relizane - JS Saoura, JS Kabylie - CA Batna, USM Bel-Abbès - ES Sétif et CR Belouizdad - USM Alger. Le match Olympique Médéa - MO Béjaïa, quant à lui, a été reporté à une date ultérieure, en raison de la participation des «Crabes» à la demi-finale de la coupe de la Confédération africaine (CAF), face aux Marocains du FUS Rabat (0-0 à l'aller).

RÉSULTATS:

USMH- NAHD	1-1
CSC- DRBT	4-2
MCA- MCO	1-0

USM El Harrach

Laib ne panique pas malgré la crise

LE PRÉSIDENT de l'USM El Harrach, Mohamed Laib, s'est dit confiant quant aux capacités de son équipe de redresser la barre en championnat de Ligue 1 algérienne après son départ raté en collectant seulement trois points de cinq matchs joués. «Je ne suis pas inquiet pour mon équipe. Je sais qu'elle va reprendre du poil de la bête. Il lui faudra seulement du temps, vu qu'elle a connu des changements sensibles dans sa composante lors de l'intersaison», a déclaré Laib à l'issue du match face au NA Hussein-Dey (1-1), jeudi soir au stade du 5-Juillet dans le cadre de la 5^e journée. «Il ne faut pas oublier aussi que nous n'avons jusque-là joué aucun match dans notre stade fétiche à La Vigerie (Alger). Aucun autre club n'a été confronté à une telle programmation difficile», a-t-il précisé. Les deux fois où l'USMH recevait, soit face au MC Alger et NA Hussein-Dey, elle a élu domicile au stade du 5-Juillet, l'enceinte désignée pour abriter les derbies algérois. «Bien que les résultats ne suivent pas encore, nous sommes très satisfaits du rendement de nos joueurs, dont la plupart évoluent pour la première fois parmi l'élite», s'est réjoui le premier responsable harrachi.

Coupe de la Confédération (1/2 finales retour) Le MOB à 90' de l'exploit

■ Le Mouloudia de Béjaïa aborde ce soir un virage décisif de son histoire en disputant le match retour comptant pour les demi-finales retour de la Coupe de la Confédération africaine (CAF) face au FUS de Rabat.



Les Bougiotes prêts pour le défi

Par Mahfoud M.

Les gars de la Soummam, qui se sont contentés d'un match nul lors du match aller au stade de l'Unité Maghrébine, se doivent de se donner à fond pour espérer créer la sensation et arracher une qualification historique pour le club à la finale de la C2 africaine. Les poulains de Sendjak, qui a déjà remporté ce titre avec la JSK et qui est donc à sa deuxième expérience avec un club algérien, ont toutes leurs chances d'inverser la vapeur à Rabat à condition de croire en leurs chances et de se donner à fond lors de cette manche retour.

Les Crabes sont déterminés à aller au bout de leur rêve et décrocher ainsi ce sacre, même s'ils savent que leur mission ne sera pas de tout repos face à une formation habituée à ces compétitions africaines. L'équipe devrait être au rendez-vous, surtout que les joueurs sont conscients de ce qui les attend et souhaitent vraiment donner de la joie à leurs supporters et à tout le peuple algérien en se qualifiant en finale de cette compétition. Les Bougiotes doivent être très concentrés sur leur sujet, car en face ils auront une équipe déterminée qui ne lésinera pas sur l'effort pour tenter de prendre le dessus et décrocher

la victoire, synonyme de qualification en finale, ce qui sera historique également pour cette équipe. L'essentiel pour les gars de ville des Hammadites et de se donner à fond pour ne pas avoir à le regretter, sachant que dans une rencontre tout reste possible et il faudra juste ne pas ménager les efforts. En tout cas, même s'il n'est pas habitué à ces grands rendez-vous, le MOB a réussi, cette saison, à éliminer de gros morceaux comme ce fut le cas avec l'EST, les Ghanéens du Ashanti Gold. Il ne serait pas impossible d'en faire de même avec le FUS.

M.M.

Ligue 2 Mobilis (3^e journée)

Le PAC continue, l'USMB se rebiffe

Le Paradou AC et l'USM Blida ont frappé un grand coup lors de la 3^e journée de Ligue 2 Mobilis de football, disputée vendredi, en remportant de précieuses victoires en déplacement, respectivement contre le MC Saïda (1-0) et le MC El Eulma (2-0), au moment où le nouveau promu, le WA Boufarik a réussi l'exploit d'aller gagner chez le CA Bordj Bou Arridj (1-0). Sur leur lancée, les Pacistes qui restaient sur une éclatante victoire (4-0) face au MC El Eulma, l'ont emporté à Saïda grâce à Attal (33'), au moment où l'USM Blida a fait la différence grâce à Zerguine, sur penalty à la 22', puis Abed (40'). Le MCEE avait bénéficié d'un penalty à la 56', ce qui aurait pu relancer le match, mais Djabali a échoué dans sa transformation, permettant aux Blidéens de conserver leur avance jusqu'au coup de sifflet final. Le PAC et l'USMB rejoignent ainsi la JSM Béjaïa en tête du classement, avec sept points chacun. Un exploit devenu possible cependant suite au semi-échec de la JSMB à domicile face au nouveau promu, l'US Biskra, qui, elle, a imposé le partage des points (1-1) au stade de l'Unité Maghrébine. Les enfants de

Yemma Gouraya avaient pourtant ouvert le score dès la 9^e minute par Ouanès, sur penalty, mais l'USB a réussi à égaliser par Allati à la 26'. De leur côté, les Boufarikois, drivés désormais par l'entraîneur Billel Dziri, ont commencé par bien résister aux assauts du CABBA avant de réussir le hold-up parfait à la 87^e minute, grâce à leur vétéran Karim Mameri. Outre l'exploit du WAB, qui est allé gagner chez un des ténors de la Ligue 2 Mobilis, l'ASK khroub a réussi un incroyable retournement de situation en l'emportant (3-1) devant l'Amel Boussaâda, alors qu'il était mené à domicile. Les Khroubis ont été surpris, en effet, par un but de Benyahia à la 37^e minute et ils semblaient s'acheminer tout droit vers une défaite à domicile, mais à dix minutes de la fin Boualnine a égalisé (1-1) avant de revenir à la charge sept minutes plus tard pour donner l'avantage aux siens (2-1), et c'est Bezzaz qui a définitivement tué le match à la 90'+2. De son côté, la JSM Skikda n'a pas fait dans le détail en accueillant le nouveau promu, le GC Mascara, qu'elle a facilement battu (3-0) grâce notamment à Mancer, auteur d'un doublé aux (4^e et 54'). Le 3^e but ayant été

l'œuvre de Djaouchi à la 37^e minute. Le duel des mal classés, entre le CRB Aïn Fekroun (12^e) et le RC Arbaâ (16^e) est le seul à s'être soldé par un nul vierge qui n'arrange aucun des deux antagonistes. Cette 3^e journée de Ligue 2 Mobilis devait être clôturée hier par le match ASO Chlef - ASM Oran, programmé à partir de 19h00.

Résultats et classement :

MCEE - USMB	0-2
CRBAF - RCA	0-0
ASK - ABS	3-1
MCS - PAC	0-1
JSMB - USB	1-1
CABBA - WAB	0-1
JSMS - GCM	3-0

	Pts	J
1). Paradou AC	7	3
—). JSM Béjaïa	7	3
—). JSM Skikda	7	3
4). CABBA	6	3
—). USM Blida	6	3
6). AS Khroub	5	3
—). WA Boufarik	5	3
8). ASO Chlef	4	2
9). MC Saïda	3	3
—). MC El Eulma	3	3
11). ASM Oran	2	2
—). CRBAF	2	3
13). ABoussaâda	1	3
—). US Biskra	1	3
15). GC Mascara	0	3
16). RC Arbaâ	-1	3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

M'sila

Démantèlement d'un réseau de vente de produits d'engraissement non autorisés

UN RÉSEAU de cinq individus spécialisés dans la distribution de produits pharmaceutiques non autorisés pour l'engraissement d'animaux d'élevage et volailles a été démantelé, a indiqué samedi le groupement de la gendarmerie de la wilaya de M'sila.

Le réseau qui activait dans les wilayas de M'sila, Batna et Sétif distribuait à des éleveurs des produits pharmaceutiques ne portant pas une autorisation de mise sur le marché et qui étaient mélangés aux aliments d'engraissement, ajoute la même source.

Après une surveillance minutieuse, les enquêteurs ont réussi à interpellé un premier suspect, un vétérinaire de 32 ans de Batna et son complice de 42 ans de la même wilaya, à bord d'une voiture transportant 12 flacons d'un médicament vétérinaire pour volailles de fabrication tunisienne frappé d'une interdiction de commercialisation en Europe en raison de la présence de matières cancérigènes, a précisé la même source.

Après l'élargissement de leurs compétences territoriales, les gendarmes ont appréhendé un autre complice (37 ans) également vétérinaire habitant le village Mohamed Boudiaf dans la commune de Beidha Bordj (Sétif) qui transportait dans sa voiture 24 flacons d'un litre chacun du médicament vétérinaire interdit de commercialisation, selon la même source.

Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de M'sila, les mis en cause ont été placés sous contrôle judiciaire.

Dalil Y.

Egypte

Sept condamnations à la pendaison pour le meurtre d'un général de police

SEPT HOMMES ont été condamnés à mort par pendaison samedi en Egypte pour le meurtre d'un général de police lors des troubles qui avaient suivi la destitution par l'armée du président élu Mohamed Morsi.

Le tribunal du Caire a puni cinq autres accusés de dix ans de prison et acquitté un dernier.

Il s'agissait du deuxième procès de ces accusés, qui peuvent faire appel de ce jugement.

Le général Nabil Farag a été tué par une balle à la poitrine en septembre 2013 dans un raid de police dans le village de Kerdassa près du Caire.

M. Morsi, premier président élu démocratiquement en Egypte, avait été destitué et arrêté le 3 juillet 2013 par l'armée, sur l'ordre de son chef d'alors, le général Abdel Fattah al-Sissi. Policiers et soldats ont, dans les mois qui ont suivi, tué plus de 1 400 manifestants pro-Morsi, dont plus de 700 en quelques heures le 14 août 2013, en dispersant deux rassemblements en plein centre du Caire.

Quelques heures plus tard, une foule en colère avait attaqué le commissariat de

Kerdassa et tué 13 policiers.

M. Sissi a depuis été élu président en mai 2014, après avoir éliminé toute opposition de la scène politique, islamiste puis laïque et libérale. Plus de 15 000 personnes ont été emprisonnées depuis juillet 2013, essentiellement des membres de la confrérie de M. Morsi, les Frères musulmans.

R. N.

Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam

Trente-trois contrebandiers subsahariens arrêtés

TRENTE-trois contrebandiers de différentes nationalités africaines ont été arrêtés jeudi par des détachements de l'Armée nationale populaire à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté, le 22 septembre 2016 à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, trente-trois contrebandiers, de différentes nationalités africaines», précise la même source.

Ils ont également «saisi un kg de dynamite, trois camions, un véhicule tout-terrain, 17 500 boîtes de denrées alimentaires variées, 11 720 litres d'huiles végétales et 16 tonnes de sucre», ajoute le communiqué.

De même, un détachement de l'ANP a intercepté, à Ouargla et El-Oued «quatre narcotrafiquants et saisi 30,800 kilogrammes de kif traité et un fusil de chasse», selon le communiqué.

D'autre part, les unités des gardes-frontières de Souk-Ahras, Tébessa et El-Tarf «ont déjoué des tentatives de contrebande de plus de 31 316 litres

Iran

les femmes interdites de faire du vélo



Djalou@hotmail.com

Neutralisation d'une bande de malfaiteurs à Alger

Ils ont escroqué 169 malades du diabète

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont neutralisé récemment une bande de malfaiteurs ayant escroqué 169 personnes malades du diabète, a annoncé samedi le chef de la brigade économique et financière de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Alger, le commissaire divisionnaire Loucif Abdelkader.

Par Slim O.

Le responsable a expliqué que l'enquête sur cette affaire a été lancée depuis près de 15 jours sur la base d'informations sur un des membres de la bande qui en compte trois, qui commercialisait à Alger un «prétendu médicament radical» contre le diabète.

Les investigations ont permis d'établir que les prévenus avaient profité d'un reportage diffusé par une chaîne de télévision privée sur un médecin de l'est algérien qui a découvert un traitement antidiabétique pour commercialiser un produit fabriqué par le suspect principal et le faire passer pour ce médicament.

Selon le chef de brigade de

lutte contre la contrefaçon, le commissaire Semane Fateh cette opération s'est soldée par la saisie de 620 flacons du médicament contrefait et 169 documents portant des résultats d'analyses de glycémie relatifs au victimes de cette bande d'escrocs.

Le suspect principal, qui fabriquait le produit, détenait un registre du commerce pour la fabrication d'huiles essentielles de parfumerie et de cosmétiques dans une des wilayas de l'est du territoire national. Ses deux acolytes étaient chargés de distribuer le pseudomédicament, le troisième de le vendre, a précisé le responsable.

Cette marchandise était introduite dans la capitale dans des flacons ne portant aucune indication et dissimulés dans des caisses destinées à des composants de phytothérapie. Le registre du commerce du suspect principal était présenté aux postes de contrôle, a poursuivi M. Semane faisant savoir que le prétendu médicament était cédé contre 3 000 DA l'unité.

Le produit en question est

soumis à des analyses au niveau du laboratoire de la police scientifique de Ben Aknoun pour en déterminer la composition.

Selon la même source, les malfaiteurs faisaient accroire à leurs victimes, âgées entre 6 et 80 ans, que le médicament était fabriqué par un médecin de la wilaya de Constantine. Ils exigeaient du malade des tests de glycémie pour lui fournir la dose correspondant à son état.

La procédure du gang voulait, explique encore le commissaire Semane, que les postulants au «médicament miracle» attendissent une semaine avant de se faire livrer la «potion avec des prescriptions de la dose à observer».

L'enquête sur cette affaire de santé publique se poursuit, a-t-il assuré précisant que les prévenus seront traduits devant les juridictions compétentes pour répondre des chefs d'accusation d'association de malfaiteurs, escroquerie et infractions aux lois et dispositions relatives aux pratiques commerciales et à la protection du consommateur, a-t-il conclu.

S. O./APS

Béjaïa

Un nouveau commandant à la tête de la gendarmerie

UN NOUVEAU commandant du groupement de la gendarmerie a été installé jeudi dernier par le responsable de la 5^e Région militaire le colonel Tahar Meghalet lors d'une cérémonie officielle. Le colonel Mohamed Khaled a remplacé Lyes Benoussaid qui est appelé à exercer d'autres fonctions dans une autre région. La cérémonie d'installation a été organisée au siège du groupement de la gendarmerie, à Lekhmis, en présence des autorités militaires et civiles de la wilaya. Le nouveau commandant du groupement de la gendarmerie Mohamed Khaled a donné son engagement à contribuer au maintien de la paix dans la région et la lutte contre les fléaux et la criminalité sous toutes ses formes.

H. C.